



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Rouen-Dieppe

Arrêté du 20 JUIN 2023 imposant à la société LECUREUR SILO des prescriptions complémentaires pour son silo portuaire implanté au VAL-DE-LA-HAYE

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.181-14 et R.181-45 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.121-1 et L.221-2 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant les activités exercées par la société LECUREUR SILO, notamment les arrêtés préfectoraux des 24 avril 2013 et 9 décembre 2020 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la réunion de restitution des résultats de la campagne 2017/2018 de mesures de poussières par ATMO Normandie, tenue le 7 mars 2019 en mairie du VAL-DE-LA-HAYE ;
- Vu la réunion publique tenue le 4 octobre 2021 au Foyer André MAUROIS du VAL-DE-LA-HAYE ;
- Vu le compte-rendu de la réunion de la commission de suivi des sites « Rouen Ouest Silos » du 24 février 2022 ;
- Vu le rapport d'étude des retombées atmosphériques du silo LECUREUR par le bureau d'études IRH (rapport n° 115797 – version A du 22 avril 2022), communiqué à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 25 avril 2022 ;
- Vu les rapports de l'inspection des installations classées datés du 18 octobre 2022 relatifs aux contrôles inopinés des 22 et 30 septembre 2022 ;

- Vu les courriers de la société LECUREUR SILO à Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime datés des 28 juillet 2022 et 15 mars 2023 ;
- Vu les éléments présentés lors de la réunion du 15 mai 2023 sur le site exploité par la société LECUREUR SILO ;
- Vu les différentes plaintes reçues concernant les émissions de poussières lors du chargement des navires ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 1^{er} juin 2023 ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant;

CONSIDÉRANT

que les mesures de réduction prévues par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013, consistant en la mise en œuvre d'une nébulisation destinée à limiter les émissions de poussières non canalisées, ne sont pas suffisamment efficaces pour assurer l'abattement des émissions de poussières tel qu'escompté ;

que les prescriptions en vigueur ne sont donc pas suffisantes pour assurer la prévention des inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

que dès lors, au regard des dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement, il est nécessaire que l'exploitant étudie la faisabilité de mettre en œuvre des mesures de réduction supplémentaires afin de réduire le risque de nuisances pour le voisinage ;

que l'exploitant a d'ores et déjà engagé une étude de faisabilité visant la modification du portique actuel pour adapter la course du bras à la largeur de cale des navires et pour y adjoindre une goulotte verticale conçue pour limiter la vitesse de chute des céréales dans les cales dans l'objectif de réduire les émissions de poussières ;

qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} – Installations visées

La société LECUREUR SILO, dont le siège social est situé 27, rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS, ci-après dénommée l'exploitant, respecte les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire pour ses installations silo-portuaires localisées au VAL-DE-LA-HAYE.

Article 2 – Prescriptions complémentaires relatives au chargement des navires

Les prescriptions annexées aux arrêtés préfectoraux antérieurs sont complétées par les dispositions suivantes :

2.1. Le chargement de céréales sans usage de la nébulisation est interdit.

2.2. À compter du 1^{er} septembre 2023, l'exploitant mesure en continu et enregistre les conditions de vent (direction, vitesse) au sommet de la tour de transfert dotée des filtres F5/F6 sur le circuit de transilage reliant le silo vertical et le silo plat. Ces enregistrements, ainsi que les tonnages chargés pour chaque navire, les dates et heures de chargement, le nom et les caractéristiques des navires chargés, sont tenus à la disposition des installations classées.

2.3. Avant le 1^{er} octobre 2023, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les résultats de l'étude de faisabilité de la modification du portique de chargement visant à disposer d'un bras avec une course permettant d'atteindre la paroi opposée de la cale des navires et alimentant une goulotte verticale conçue pour limiter la vitesse de chute des céréales dans les cales dans l'objectif de réduire les émissions de poussières.

- 2.3.1. en cas de faisabilité, la commande des travaux est réalisée avant le 28 février 2024 ;
- 2.3.2. clause de revoyure : en cas d'impossibilité technique dûment justifiée, l'exploitant propose un calendrier de mise en œuvre de nouvelles dispositions techniques et/ou organisationnelles visant à réduire les émissions de poussières lors des chargements de navires.

Article 3

Une copie du présent arrêté est tenue, au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 4

L'établissement demeure soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Article 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de ROUEN :

1° par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter de :

- l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues à l'article 8 du présent arrêté ;
et,
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 8 du présent arrêté ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 8

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie du VAL-DE-LA-HAYE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du VAL-DE-LA-HAYE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune du VAL-DE-LA-HAYE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 9

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune du VAL-DE-LA-HAYE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société LECUREUR SILO.

Fait à ROUEN, le **20 JUIN 2023**

Le Préfet ,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN